

WORLD RAINFOREST MOVEMENT



Bulletin Numéro 213 – Avril 2015 - [Voir la version en ligne](#)



Share



Tweet



Forward

Inscrivez-vous au Bulletin mensuel du WRM

Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est gratuite.

NOTRE OPINION



L'intensification de l'appropriation et de la concentration de terres en l'ère du 'capitalisme vert' : des nouvelles d'Indonésie

Le 17 avril dernier, des paysannes et des paysans du monde entier ont célébré la Journée de la lutte paysanne, en souvenir des 19 paysans du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) du Brésil qui, le 17 avril 1996, furent assassinés par la police quand ils luttaient pour la réforme agraire. Aujourd'hui, l'un des combats principaux des paysannes et des paysans est livré contre l'appropriation et la concentration de terres, qui a de profondes répercussions sur les communautés paysannes, indigènes et autres qui dépendent des forêts. Cette lutte se généralise de plus en plus, non seulement en raison de l'expansion continue de l'agro-industrie, de l'extraction de minerais, de pétrole et de gaz, des plantations industrielles d'arbres, des barrages hydroélectriques, etc., mais en raison également de l'apparition de nouveaux phénomènes, comme « l'appropriation verte de terres », en cette ère que nous pouvons qualifier de « capitalisme vert » ou « d'économie verte ». Nous nous penchons

spécialement dans le cas de l'industrie, avec quelques heures de report et beaucoup de préoccupation.

APPROPRIATION ET ACCUMULATION DANS LE CAPITALISME "VERT": ENCORE PLUS DE PRESSIONS SUR LES TERRITOIRES ET LEURS COMMUNAUTÉS



Liberia : La Banque mondiale ouvre la voie à une stratégie nationale de compensation de biodiversité

En mars 2015, la Banque mondiale a publié un rapport qui permettra aux sociétés minières qui opèrent au Liberia de se présenter comme les sauveurs de la biodiversité, tout en continuant à détruire quelques-unes des forêts les plus riches en biodiversité du pays. Le rapport « étudie la possibilité de mettre en œuvre un plan national de compensation de biodiversité au Liberia », et la Banque mondiale estime qu'un tel plan pourrait être profitable non seulement à l'industrie minière mais aussi aux entreprises forestières et aux plantations de palmiers à huile. On ignore si les auteurs du rapport ont demandé l'avis des communautés qui risquent de perdre leur accès à la terre dont elles vivent, non seulement à cause des activités minières mais aussi parce que la destruction que ces activités provoquent serait compensée par des 'zones de compensation de biodiversité'. Ce que l'on sait, c'est que les auteurs ont consulté des ONG écologistes internationales, de grandes entreprises minières et des sociétés de plantation de palmiers à huile, et qu'ils les ont explicitement remerciées de leur contribution à la rédaction du rapport.



Brésil : Accumuler davantage d'argent pour faire la même chose. La financiarisation des plantations industrielles d'eucalyptus de l'entreprise Fibria

Une étrange nouvelle a circulé au Brésil en 2013 : l'entreprise Fibria, un des plus grands producteurs mondiaux de pâte d'eucalyptus, propriétaire de près d'un million d'hectares au Brésil, aurait vendu 210 000 hectares de « ses » terres. Si vous avez pensé que c'était une bonne nouvelle et que ces terres seraient peut-être rendues aux communautés qui, à une autre époque, y avaient vécu et cultivé des aliments, détrompez-vous. La vente de ces terres est le moyen que l'entreprise avait trouvé pour améliorer sa situation financière, et même pour disposer d'argent pour avoir davantage de terres et de plantations au Mato Grosso do Sul. À partir de l'exemple de Fibria, comment fonctionne cette nouvelle tendance à la « vente » de terres et comment les entreprises et les nouveaux « propriétaires » de ces terres se bénéficient-ils ? Quels sont les défis pour les communautés des communautés touchées par cette nouvelle méthode d'appropriation de terres ?



L'appropriation de territoires au Cambodge pour préserver les profits des entreprises

L'appropriation systématique et violente des territoires des paysans et des peuples indigènes du Cambodge est en train de tripler le nombre des familles touchées par des conflits fonciers en 2014 par rapport à l'année précédente (1). La Ligue cambodgienne pour la promotion et la défense des droits de l'homme LICADHO) a publié, en mars 2015, un ensemble de données qui montre l'étendue des terres que les entreprises se sont appropriées et qu'elles exploitent dans le pays (2). En plus, les zones affectées à un projet REDD censé « préserver » les forêts communales du pays sont en train d'être défrichées et les communautés déplacées afin de « dégager » de la place au profit d'intérêts privés.



Brésil: la commercialisation du premier eucalyptus transgénique est approuvée

Il fallait s'y attendre : malgré la forte opposition nationale et internationale, le 9 avril la Commission technique de biosécurité du Brésil (CTNBio) a autorisé la commercialisation d'une variété transgénique d'eucalyptus. La demande avait été présentée par l'entreprise FuturaGene, filiale de la société géante Suzano Papel e Celulose. Grâce à cette décision de la CTNBio, le Brésil devient le premier pays du monde à approuver une variété d'eucalyptus transgénique, tout en déclenchant une sonnerie d'alerte dans le pays et dans la région latino-américaine.



FSC : La certification des marchés d'accumulation

Depuis longtemps déjà, le WRM, avec d'autres organisations et mouvements sociaux, dénonce le rôle néfaste de la certification de projets intrinsèquement destructeurs des forêts et des réseaux de vie qu'elles hébergent. En outre, ces projets se sont avérés nuisibles pour les communautés qui habitent les forêts et qui en dépendent. Le Conseil de gestion forestière (Forest Stewardship Council, FSC) non seulement légitime des activités de coupe industrielle dans les forêts tropicales et de vastes étendues de plantations industrielles, mais il s'est associé en plus au marché du carbone, en certifiant des arbres destinés à « piéger du carbone ». Et, par-dessus le marché, le FSC prétend disposer, d'ici la fin 2015, d'un plan global pour certifier les « services écosystémiques ». Sans s'attaquer aux causes réelles du déboisement, le FSC défend l'idée que la « nature » peut être comptabilisée et commercialisée, tout en encourageant une plus forte consommation de produits et de dérivés du bois, pourvu qu'ils portent son label.

LES GENS SE METTENT A L'OEUVRE



[Assez des incendies provoqués par les grandes entreprises ! Les incendies de forêt et leurs causes](#)



[Wilmar International : des vies détruites par l'appât du gain](#)



[La résistance africaine aux appropriations foncières pratiquées par Bolloré et Socfin](#)



[Honduras : Berta Cáceres, lauréate du Prix Goldman 2015](#)

RECOMMANDATIONS



[La vie est ce qui compte. Les abus des entreprises de plantation à l'égard des populations locales](#)



[Un nouveau numéro du magazine indien Mausam : un espace public pour parler du climat](#)



[Le Forum international sur l'agro-écologie parvient à une vision commune](#)

NOTRE OPINION



L'intensification de l'appropriation et de la concentration de terres en l'ère du 'capitalisme vert' : des nouvelles d'Indonésie

Le 17 avril dernier, des paysannes et des paysans du monde entier ont célébré la Journée de la lutte paysanne, en souvenir des 19 paysans du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) du Brésil qui, le 17 avril 1996, furent assassinés par la police quand ils luttaient pour la réforme agraire. Aujourd'hui, l'un des combats principaux des paysannes et des paysans est livré contre l'appropriation et la concentration de terres, qui a de profondes répercussions sur les communautés paysannes, indigènes et autres qui dépendent des forêts. Cette lutte se généralise de plus en plus, non seulement en raison de l'expansion continue de l'agro-industrie, de l'extraction de minerais, de pétrole et de gaz, des plantations industrielles d'arbres, des barrages hydroélectriques, etc., mais en raison également de l'apparition de nouveaux phénomènes, comme « l'appropriation verte de terres », en cette ère que nous pouvons qualifier de « capitalisme vert » ou « d'économie verte ». Nous nous penchons spécialement sur le cas de l'Indonésie, avec quelques lueurs d'espoir et beaucoup de préoccupation.

Dans ce bulletin, nous montrons que le processus d'appropriation et de concentration de terres s'accélère de plus en plus dans les pays de l'hémisphère sud, en particulier dans les régions qui possèdent des forêts tropicales. Au Cambodge, le nombre des familles touchées par les conflits fonciers a triplé en une

années seulement. La Brac, l'entreprise indonésienne productrice d'eucalyptus et de pâte à papier, a vendu une partie de ses terres à une société financière sans cesser pour autant d'y planter des eucalyptus. Cette vente lui a apporté des ressources qu'elle prétend affecter, entre autres choses, à ses projets d'expansion. Un autre article montre que le permis octroyé par les autorités brésiliennes pour la commercialisation d'un eucalyptus génétiquement modifié sert à encourager encore davantage les projets d'expansion future d'entreprises forestières comme Suzano. Au Liberia, la Banque mondiale propose une « appropriation verte de terres » en recommandant le système de « compensation par des crédits de biodiversité ». Nous prévenons aussi que l'initiative du Conseil de gestion forestière (FSC) sur la certification, non seulement de l'extraction industrielle de bois dans des forêts et des plantations industrielles, mais également des « services écosystémiques » dans les zones boisées, légitime ces activités et augmente leurs possibilités de se développer davantage. Finalement, nous voyons qu'il existe d'autres éléments, certains plus graves que d'autres, qui contribuent à accélérer, directement ou indirectement, le processus d'appropriation et de concentration de terres, y compris la soi-disant « appropriation verte ».

La situation est la même en Indonésie, un des pays qui possèdent les plus grandes étendues de forêt tropicale du monde. Ces forêts ont été accaparées et détruites en grande partie par des entreprises dont la plupart sont axées sur l'exportation. D'après l'ONG indonésienne Walhi (1), dans les régions boisées du pays le secteur forestier contrôle 25 millions d'hectares, celui des plantations industrielles d'arbres 10,1 millions d'hectares, celui des plantations de palmiers à huile 12,5 millions d'hectares, et celui des mines 3,2 millions d'hectares. Ces secteurs et quelques autres encore contrôlent ensemble près de 57 millions d'hectares, sur les 120 millions d'hectares de forêts du pays.

L'appropriation et la concentration de terres par l'application de ce modèle déprédateur et violent s'accroît encore plus dans le cadre de l'économie ou du capitalisme « vert ». Selon l'ONG Walhi, « l'appropriation verte de terres » a déjà provoqué l'accaparement de 2,6 millions d'hectares par ceux qui proposent des projets et des plans de type REDD+, orientés vers le commerce du carbone au profit d'entreprises et de pays pollueurs du Nord, en particulier d'Europe. Le gouvernement de Norvège, par exemple, a investi ces dernières années dans des projets destinés à « éviter le déboisement » et à effectuer la soi-disant « reconstitution d'écosystèmes » dans les provinces de Sumatra, Sulawesi, Nusa Tenggara, Kalimantan, Papouasie et Maluku. Or, cette politique est incohérente : tandis qu'on investit dans REDD+, on investit également dans l'expansion du modèle déprédateur et violent. En Indonésie, l'entreprise d'État norvégienne Statoil a annoncé l'expansion de ses activités d'extraction de pétrole, et le fonds de pension national continue d'investir dans l'extraction de charbon (3).

En raison de tout cela, le nombre des communautés rurales, paysannes et indigènes, qui résistent et cherchent à défendre leurs territoires est très élevé en Indonésie. À titre d'exemple, les renseignements fournis par l'Alliance paysanne pour la réforme agraire (AGRA) indiquent que, ces dernières années, au moins 5,6 millions d'hectares ont fait l'objet de disputes entre des entreprises et des communautés, et que les familles concernées étaient près d'un million. Les affrontements avec les forces de sécurité de l'État et des entreprises elles-mêmes se sont soldés par des centaines de personnes mises en prison ou poursuivies et par des dizaines de blessés ou même de morts, comme c'est arrivé récemment dans les terres de l'entreprise *Asia Pulp & Paper*, APP (2).

La gravité de la situation, les combats menés et les pressions exercées depuis de nombreuses années par les communautés et les organisations indonésiennes, ont finalement poussé le gouvernement d'Indonésie et le président actuel, Joko Widodo, à manifester qu'il serait disposé à changer de cap. L'agence gouvernementale chargée de REDD a été fermée, et le président a promis de donner 12 millions d'hectares de forêt à des communautés indigènes et non indigènes, pour qu'elles les gèrent de façon communautaire. La nouvelle ministre de l'Environnement du pays a confirmé cet engagement en ce mois d'avril, au cours d'une activité organisée dans l'île de Lombok par Walhi, HuMa, KNPA (coalition d'organisations de la société civile pour la réforme agraire) et l'institut Epistema.

matérialise vraiment dans la politique forestière d'Indonésie, il faudra :

- que dans les 12 millions d'hectares en question soient comprises les zones en litige entre les communautés et les grandes entreprises forestières, planteuses, minières, etc., qui se les sont appropriés ;
- que le gouvernement reconnaisse publiquement que les projets de type REDD+, qui ont été financés avec des capitaux étrangers, ont été un échec en ce qui concerne le déboisement. D'après Walhi, en 2014 le déboisement a atteint 5,6 millions d'hectares, mais le gouvernement ne reconnaît qu'un peu plus d'un million d'hectares déboisés. D'autre part, il faudrait reconnaître aussi que REDD+ a été un échec du point de vue des communautés qui ont accueilli les projets, surtout parce qu'elles ont dû céder le contrôle de leur territoire à de grandes ONG ou à des entreprises de l'extérieur pour que celles-ci déterminent ce qu'on pouvait ou non y faire, ce qui a abouti à des restrictions et à des interdictions (4) ;
- que le gouvernement reprenne sa souveraineté sur la politique forestière, et reconnaisse que le moyen le plus efficace pour conserver les forêts et atténuer ainsi les changements climatiques relatifs aux forêts n'est pas le système REDD+ ni les nouvelles tendances qui s'en inspirent, comme REDD Bleu, REDD paysager ou « l'agriculture intelligente du point de vue du climat », que la Banque mondiale et les gouvernements du Nord encouragent avec insistance (voir le Bulletin du WRM de juillet 2014). Le moyen le plus efficace de conserver les forêts consiste à garantir légalement que les communautés qui en sont tributaires puissent exercer le contrôle de leurs forêts et leurs territoires. L'efficacité de cette mesure a été démontrée dans d'autres pays. Au Brésil, par exemple, les terres indigènes dont la situation a été régularisée et qui sont contrôlées par les communautés qui les habitent sont les zones boisées les mieux conservées du pays et du monde ;
- que le gouvernement accorde la priorité, une fois pour toutes, à l'adoption d'une politique axée sur son propre peuple, en lui rendant ses terres, au lieu de se centrer, comme jusqu'à présent, sur une politique axée sur les grandes entreprises destructrices des forêts et des territoires communaux. D'après l'ONG Walhi, si la politique actuelle du gouvernement ne change pas, on prévoit que les grandes entreprises forestières, minières, etc. augmenteront leur contrôle des forêts indonésiennes et passeront, des 57 millions d'hectares qu'elles accaparent aujourd'hui, à près de 80 millions d'hectares d'ici 2020. Cela représente la dévastation d'une superficie bien supérieure aux 12 millions d'hectares que le gouvernement a promis de rendre aux communautés.

Un changement de cap avec les éléments énumérés implique que les communautés et les ONG devront rester attentives et vigilantes pendant tout le processus, pour veiller à ce que les terres promises par le gouvernement soient restituées. Mais il implique, aussi et surtout, que l'on continue de renforcer et d'appuyer les luttes locales pour la défense des territoires et des forêts, de façon à transmettre un refus catégorique de la politique gouvernementale qui permet aux grandes entreprises de s'appropriier et d'accaparer des terres, pour « vertes » que soient cette appropriation et cette concentration.

Nous espérons que la célébration du 17 avril de chaque année par des actions et des mobilisations dans le monde entier soit un encouragement supplémentaire pour fortifier le combat que livrent les peuples de si nombreux pays.

(1) <http://www.walhi.or.id>.

(2) <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/la-nourriture-locale-reduite-en-pate/>.

(3) Voir <http://www.zacks.com/stock/news/168321/statoil-awarded-new-exploration-license-offshore-indonesia> et <http://www.redd-monitor.org/2015/03/26/norways-climate-pollution-oil-gas-coal-and-carbon-trading/>.

APPROPRIATION ET ACCUMULATION DANS LE CAPITALISME
"VERT":
ENCORE PLUS DE PRESSIONS SUR LES TERRITOIRES ET LEURS
COMMUNAUTÉS



Liberia : La Banque mondiale ouvre la voie à une stratégie nationale de compensation de biodiversité

En mars 2015, la Banque mondiale a publié un rapport qui permettra aux sociétés minières qui opèrent au Liberia de se présenter comme les sauveurs de la biodiversité, tout en continuant à détruire quelques-unes des forêts les plus riches en biodiversité du pays. Le rapport « étudie la possibilité de mettre en œuvre un plan national de compensation de biodiversité au Liberia », et la Banque mondiale estime qu'un tel plan pourrait être profitable non seulement à l'industrie minière mais aussi aux entreprises forestières et aux plantations de palmiers à huile. On ignore si les auteurs du rapport ont demandé l'avis des communautés qui risquent de perdre leur accès à la terre dont elles vivent, non seulement à cause des activités minières mais aussi parce que la destruction que ces activités provoquent serait compensée par des 'zones de compensation de biodiversité'. Ce que l'on sait, c'est que les auteurs ont consulté des ONG écologistes internationales, de grandes entreprises minières et des sociétés de plantation de palmiers à huile, et qu'ils les ont explicitement remerciées de leur contribution à la rédaction du rapport.

La Banque mondiale a joué un rôle primordial dans le développement des compensations de carbone. L'idée, derrière ces compensations, est que les industries polluées peuvent continuer à polluer pourvu qu'elles « compensent » cette pollution en mettant en œuvre un projet « compensatoire » susceptible de réduire une pollution équivalente à un autre endroit. La Banque gère dix « fonds carbone » qui permettent aux pays industrialisés d'acheter des crédits carbone. Grâce à ces crédits, ils peuvent continuer à brûler des combustibles fossiles dans leurs propres usines et raffineries, et affirmer que cela n'a aucun effet négatif sur le climat parce qu'ils ont payé quelqu'un d'autre pour qu'il réduise d'autant ses émissions de gaz à effet de serre. Or, les émissions dérivées des combustibles fossiles des pays industrialisés sont la cause principale du changement climatique, et c'est dans ces pays que la consommation excessive de combustibles fossiles doit s'arrêter.

La Banque mondiale essaie de trouver des moyens pour faire avancer son idée erronée du commerce du

carbone les émissions dérivées du déboisement et de l'agriculture (au sujet des problèmes que comporte cette idée, voir le [Bulletin du WRM de juillet 2014](#) et la note [3]). D'autre part, la Banque mondiale voit dans les compensations des possibilités qui vont au-delà du marché du carbone. Depuis 2012, la Société financière internationale – la branche de la Banque mondiale qui prête de l'argent aux entreprises du secteur privé – exige de ces entreprises de montrer comment elles vont « compenser » les dommages que leurs activités causent à la biodiversité (4). Pourvu que l'entreprise explique comment ce qui est détruit à un endroit sera recréé ailleurs, la destruction peut continuer. Les compensations ont besoin de destruction ! Le WRM a documenté abondamment les erreurs que comporte cette notion, comment sont ignorés les effets négatifs de l'exploitation industrielle des terres sur les communautés, et combien d'initiatives de compensation de carbone ont porté atteinte aux communautés et provoqué des conflits (voir, entre autres, le rapport du WRM : *REDD : A Collection of conflicts, contradictions and lies*). L'idée qui sous-tend les compensations étant erronée – elle justifie une plus grande destruction ou pollution en promettant que les dégâts seront compensés ailleurs et, par conséquent, elle ne fait rien pour arrêter l'extraction minière et la destruction qu'elle cause – les compensations sont une fausse solution, aussi bien de la crise de biodiversité que de la crise climatique ou de la crise des forêts.

Néanmoins, cela n'empêche pas la Banque mondiale de proposer que le Liberia mette en place une stratégie nationale pour la compensation de biodiversité, et la Banque a déjà élaboré un plan dans ce sens. En mars 2015, elle a présenté le rapport « Un plan national de compensation de biodiversité. Une feuille de route pour le secteur minier du Liberia ». Ce rapport « examine la faisabilité de mettre en œuvre au Liberia un plan national de compensation de biodiversité pour minimiser les conséquences négatives des activités minières pour la biodiversité et les services des écosystèmes ». Les deux consultants qui ont rédigé le rapport ont résumé leur projet lors d'un séminaire en ligne organisé le 27 mars 2015 par le BBOP (1). BBOP est le sigle du « Business and Biodiversity Offsets Programme » (2).

Le rapport passe en revue les diverses manières d'utiliser l'argent du secteur minier pour financer les « zones protégées » du Liberia. Ce qu'il ne mentionne pas, c'est que les concessions minières sont situées dans la région la plus riche en diversité du pays, et qu'elles vont détruire non seulement les forêts qui s'y trouvent mais aussi la biodiversité qu'elles contiennent et les moyens d'existence des communautés qui en dépendent. En revanche, le rapport décrit les compensations de biodiversité comme « une possibilité pour le secteur privé de contribuer à soutenir un réseau de zones protégées qui n'est pas doté de fonds suffisants » ; cela risque de faire perdre aux communautés leur accès aux terres dont elles dépendent pour leur subsistance, non seulement aux zones affectées à l'extraction mais aussi à celles qui seront réservées pour compenser la destruction provoquée par les mines.

Le rapport ne dit pas grand-chose sur la consultation des communautés locales au moment de préparer la proposition d'une stratégie libérienne sur la biodiversité. En revanche, les auteurs remercient de leur contribution des membres des ONG écologistes internationales Flora & Fauna International et Conservation International, du Conseil international des mines et des métaux, des sociétés minières ArcelorMittal Liberia, BHP Billiton, Vedanta et Putu Iron Ore Mining, de la société pétrolière Exxon Mobil, et de l'entreprise de palmier à huile Golden Veroleum Liberia. Un des auteurs a commenté avec fierté, pendant le séminaire en ligne, que la veille du séminaire, au moment de la présentation du rapport à Monrovia, la capitale du Liberia, « toutes les sociétés minières qui opèrent au Liberia étaient présentes à l'atelier, et le ministre aussi ». En outre, elle a expliqué que « deux ou trois sociétés minières du Liberia [...] aimeraient compenser à l'intérieur des zones protégées », et que cela avait renforcé l'idée de formuler une proposition de plan national de compensation de biodiversité pour le Liberia. La discussion qui a suivi la présentation en ligne du rapport a révélé aussi que la Banque mondiale avait l'intention d'étudier la manière d'inclure dans le plan national de compensation de biodiversité d'autres industries qui doivent détruire la biodiversité pour pouvoir fonctionner.

Interrogé sur les autres secteurs possibles, l'un des auteurs du rapport a commenté que « bien évidemment, le secteur du palmier à huile en serait un ». Les sociétés planteuses de palmiers à huile, en

particulier Sime Darby et Equatorial Palm Oil (EP), ont fait l'objet d'une forte opposition de la part des communautés libériennes, et leurs plans d'expansion sur les terres dont ces communautés dépendent ont causé des conflits considérables. Sans faire aucune référence à ces conflits, un des auteurs du rapport considère que « les forêts de grande importance pour la conservation », qu'une entreprise comme Sime Darby pourrait choisir pour respecter les normes de la RSPO, seraient des sites possibles pour la compensation de biodiversité (5). Et, en affectant ces « forêts de grande valeur pour la conservation » à la compensation de biodiversité, l'entreprise qui préserve cette zone de forêt de la destruction que causent ses plantations de palmiers à huile peut continuer à tirer profit de cette terre en vendant à une société minière des crédits de biodiversité !

Jutta Kill, jutta@wrm.org.uy

Secrétariat international du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM)

(1) http://bbop.forest-trends.org/documents/files/liberia_webinar.pdf.

(2) Le programme BBOP est une initiative de Forest Trends, organisation qui s'occupe de la commercialisation de 'services écosystémiques'. Parmi les membres du BBOP figurent des entreprises, des institutions financières, des organismes gouvernementaux et des ONG écologistes. Leur objectif est de « mettre à l'essai et développer les meilleures pratiques en matière de compensation de biodiversité et de financement de la conservation dans le monde entier ». http://bbop.forest-trends.org/pages/about_bbop.

(3) Rapport du FERN et du Forest Peoples Programme (2014): Mettre en œuvre dans l'empressement pour le regretter longtemps. <http://www.fern.org/fr/publications/reports/mettre-en-oeuvre-dans%E2%80%99empressement-pour-le-regretter-longtemps>.

(4) Norme de performance n° 6 de la SFI, sur « La conservation de la biodiversité et la gestion durable des ressources naturelles vivantes ». <http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/ab027f0049800986a70cf7336b93d75>

[f/Phase3_PS6_French_Highlights.pdf?MOD=AJPERES](#)

(5) Pour davantage d'information sur la Table ronde pour l'huile de palme durable (RSPO) et sur sa contribution au « verdissement » de l'expansion des plantations de palmiers à huile, voir « [12 réponses à 12 mensonges sur les plantations industrielles de palmier à huile](#) ». Une des conditions que la RSPO impose aux entreprises est de se mettre d'accord avec les ONG sur une carte des zones de la concession qui doivent être considérées comme des « forêts de grande valeur pour la conservation », et de ne pas transformer ces zones en plantations. Or, beaucoup de communautés considèrent que tout leur territoire est « de grande valeur ».



Brésil : Accumuler davantage d'argent pour faire la même chose. La financiarisation des plantations industrielles d'eucalyptus de l'entreprise Fibria

Une nouvelle, étrange à première vue, a circulé au Brésil en 2013 : l'entreprise Fibria, un des plus grands producteurs mondiaux de pâte à papier fabriquée à partir de plantations industrielles d'eucalyptus et qui possède près d'un million d'hectares au Brésil, aurait vendu 210 000 hectares de « ses » terres à l'entreprise Parkia Participações. En plus, quand la presse brésilienne a rapporté cette vente, Fibria a dit qu'elle prétendait vendre de la même manière presque la moitié des terres qu'elle possédait au Brésil, soit près d'un demi-million d'hectares (1). La question à se poser est la suivante : pourquoi une entreprise qui, comme toutes celles du secteur, a toujours cherché à s'approprier de plus en plus de terres pour y planter des eucalyptus, serait-elle disposée aujourd'hui à céder ces terres ? Quelle en est l'explication ?

Pourquoi la vente de terres peut-elle être une bonne affaire ?

Un premier élément qui explique pourquoi cette vente peut être une excellente affaire pour Fibria, du moins à court terme, c'est que cette transaction lui a apporté 1,65 milliards de réaux (environ 695 millions USD), dont 1,4 milliards au comptant. Cet argent lui a permis de réduire son endettement (2). Dans un communiqué, elle a dit : « Cette transaction s'aligne avec la stratégie de l'entreprise de renforcer sa structure de capital », et elle a ajouté que la transaction lui permettait de « se positionner vers un nouveau cycle de croissance » (3). Selon le directeur de l'entreprise, le contrat avec Parkia a aussi pour but de garantir son projet d'expansion, qui consiste en une nouvelle ligne de production à Três Lagoas, au Mato Grosso do Sul (4).

Il faut souligner que Fibria n'a pas cessé de planter des eucalyptus sur les terres qu'elle a vendues. D'après les termes du contrat, les entreprises Parkia et Fibria entendent continuer d'y planter des eucalyptus pour produire de la pâte à papier. Les deux en profiteront : Fibria garderait 60 % du bois, et aurait le droit d'acheter à Parkia les 40 % restants à des prix préétablis ; cela représenterait une sorte de « loyer » que l'on paierait aux investisseurs pour continuer à utiliser leurs terres, explique Fibria (5).

Un autre avantage mentionné par Fibria elle-même est que, grâce à cet accord, l'impôt à payer sur ces terres devient pour elle une « dépense déductible ». Elle affirme que « l'utilisation des dépenses fiscales rend nul le paiement de l'impôt sur les plus-values ». Il s'agit donc d'une affaire qui permet à l'entreprise de payer moins d'impôts, et il ne faut pas oublier que les entreprises exportatrices comme Fibria, au Brésil et ailleurs, bénéficient en plus d'incitations et d'exemptions fiscales (6).

Pourquoi les acheteurs des terres font eux-aussi une bonne affaire ?

Quel avantage actuel ou futur l'entreprise Parkia tire-t-elle de cette affaire où elle a payé à Fibria 1,4 milliards de réaux ? Il est évident que le bénéfice n'est pas immédiat, et qu'elle a pu payer au comptant parce que son pouvoir d'achat est dû à l'existence d'investisseurs qui, ensemble, lui apportent un capital financier suffisant. Il faut souligner que, depuis la crise économique et financière de 2008, des fonds d'investissement tels que les fonds de pension cherchent de nouveaux marchés pour investir. L'investissement dans des terres dans les pays du Sud, comme le Brésil, dans des plantations d'arbres pour la fabrication de pâte et de papier, est considéré comme relativement sûr et très rentable à long terme, surtout si on le compare à l'intérêt qu'offrent les banques dans les pays d'origine des fonds. On peut considérer que l'utilisation de fonds d'investissement pour obtenir de nouveaux apports de capital financier destinés à la plantation industrielle d'arbres à pâte équivaut à accélérer la « financiarisation » du secteur, et celle de la nature (voir le [Bulletin du WRM de juin 2013](#)).

Fibria a tenu à souligner que l'entreprise Parkia est contrôlée par des investisseurs brésiliens car, d'après la législation brésilienne, les entreprises étrangères ne peuvent pas être propriétaires de grandes étendues de terres. Le fait que Fibria admette que Parkia compte aussi des investisseurs étrangers tels

que les fonds de pension, par le biais de fonds d'investissement par participation (FII), explique la « formule » adoptée par Parkia : une entreprise brésilienne mais avec des investisseurs étrangers (7).

Le principal bénéfice que l'entreprise Parkia prétend obtenir est la valorisation des terres. À cette fin, elle spéculé sur le fait qu'au Brésil, comme dans bien d'autres pays, le prix de la terre a considérablement augmenté au fil du temps, ce qui permet d'obtenir d'excellents bénéfices. La valorisation économique et la spéculation sont si importantes dans ce cas que Fibria ne recevra le reste de l'argent de la vente (la part qui n'a pas été payée au comptant) que si la valeur des terres en question a augmenté (8).

Mais ce n'est pas tout. Nous avons dit que l'entreprise Parkia est propriétaire de 40 % du bois produit sur « ses » terres : elle peut donc tirer profit de la vente de ce bois pour la production de pâte, qui se poursuit à fond de train. On peut trouver des informations très détaillées à ce sujet dans un accord passé par Fibria et Parkia, disponible sur l'internet (9) mais rédigé en anglais et dans un langage financier très technique, alors que la langue officielle du Brésil est le portugais. Le texte dit, par exemple :

- que la vente concerne un ensemble « d'actifs ». En fait, ces « actifs », objets de l'affaire en question, sont des parcelles de terre, qui ont un nom, une localisation et une carte ;
- que la vente ne se fait pas directement mais par l'intermédiaire de quatre nouvelles entreprises créées à cette fin et dont les actions sont achetées immédiatement par l'entreprise Parkia. L'ensemble des quatre entreprises s'appelle NEWCOS ;
- que les entreprises Fibria et Parkia peuvent passer des « accords d'association forestière » concernant les activités (c'est-à-dire la plantation et la coupe d'eucalyptus) dans les « actifs » sélectionnés (c'est-à-dire les parcelles), bien entendu au profit de toutes les deux.

Les enjeux pour les communautés concernées

Tandis que Fibria célèbre le fait que cette transaction lui permet de « se positionner vers un nouveau cycle de croissance » (10), il faut se demander ce que cette affaire représente pour les communautés qui ont essayé de s'opposer aux plantations d'eucalyptus comme celles de Fibria, pour les communautés touchées ou pour les mouvements sociaux de la campagne.

D'une part, ce type de transaction rend sans doute plus difficile pour les communautés d'identifier le propriétaire de la terre. La transparence est nulle. Dans le cas de Parkia, le public ne dispose pas d'information sur l'entreprise, sur ses activités et objectifs, sur ses investisseurs, sur les fonds de pension et autres qui participent à l'affaire et qui ont pris le contrôle des terres. Nous n'avons trouvé aucun site web de Parkia qui apporte ces renseignements élémentaires. Les seules sources d'information ont été des articles de presse et le contrat en anglais déjà mentionné. Ce dernier dit seulement que le siège de l'entreprise Parkia est à Rio de Janeiro, à une adresse du quartier de Barra da Tijuca (11).

D'autre part, cette affaire a revigoré Fibria en lui permettant d'obtenir davantage de ressources financières. L'entreprise a déclaré qu'elle entend en profiter pour développer ses activités dans l'État de Mato Grosso do Sul (12). L'expansion des plantations implique aussi que davantage de communautés en seront victimes.

Un des plus grands défis consiste peut-être à profiter de l'opposition à cette nouvelle affaire (qui appelle « actifs » des lieux d'importance vitale pour les communautés) pour donner un nouvel élan à la lutte générale contre les plantations industrielles d'eucalyptus, au Brésil et dans le monde entier. Ces nouveaux moyens de financiarisation ont de graves implications pour ceux qui luttent depuis longtemps pour reconquérir leurs territoires, mais aussi pour les communautés qui tâchent de résister aux intentions de Fibria de croître encore davantage. Sans parler des travailleurs qui subissent les conséquences de ce nouveau type de transaction grâce auquel Fibria et Parkia prétendent obtenir des gains pour leurs actionneurs et investisseurs.

En ce mois d'avril où nous célébrons la Journée internationale des luttes paysannes, nous rappelons ce sur quoi les mouvements sociaux de la campagne insistent toujours : que la terre est faite pour générer de la vie. Par conséquent, nous ne pouvons pas accepter qu'elle soit « financiarisée » et transformée en un simple objet de négociation et de spéculation. Cette idée doit être dénoncée et toujours combattue.

Winnie Overbeek, winnie@wrm.org.uy

Secrétariat international du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM)

(1) <http://economia.estadao.com.br/noticias/negocios,parkia-e-brasileira-diz-fibria-sobre-venda-de-terreno,170311e>.

(2) http://www.fibria.com.br/web/pt/midia/releases/release_2014mai13.htm .

<http://exame.abril.com.br/negocios/noticias/fibria-conclui-venda-de-terras-para-a-parkia--2>.

(3) <http://tissueonline.com.br/fibria-anuncia-venda-de-210-mil-hectares-de-area-florestal/>.

(4) Ibid. (3)

(5) Ibid. (1)

(6) Ibid. (1)

(7) Ibid. (2)

(8) http://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1110649/000110465914014508/a14-6529_1ex4d4.htm.

(9) Ibid. (3)

(10) Ibid. (9), et d'autres informations sur ceux qui seraient derrière Parkia dans (11) <http://tijolaco.com.br/blog/?p=12171>.

(12) Ibid. (4)



L'appropriation de territoires au Cambodge pour préserver les profits des entreprises

L'appropriation systématique et violente des territoires des paysans et des peuples indigènes du Cambodge est en train de tripler le nombre des familles touchées par des conflits fonciers en 2014 par rapport à l'année précédente (1). La Ligue cambodgienne pour la promotion et la défense des droits de l'homme LICADHO a publié, en mars 2015, un ensemble de données qui montre l'étendue des terres que les entreprises se sont appropriées et qu'elles exploitent dans le pays (2). En plus, les zones affectées à un projet REDD censé « préserver » les forêts communales du pays sont en train d'être défrichées et les communautés déplacées afin de « dégager » de la place au profit d'intérêts privés.

La LICADHO a recensé 10 020 familles, soit 10 020 personnes, qui ont été touchées par des conflits fonciers rien qu'en 2014. Une liste détaillée des cas documentés (3), concentrés pour la plupart dans les 13 provinces où la LICADHO possède des bureaux, révèle que des activités minières, des plantations d'arbres, l'agro-industrie, les barrages hydroélectriques et d'autres encore, et même des fonctionnaires de la sécurité nationale, y sont impliqués. Les familles concernées en 2014 représentent plus du triple de celles relevées en 2013 (3 475), et près du double de celles recensées en 2012 (5 672). Nombre de ces conflits fonciers ont abouti à des expulsions forcées. Celles-ci sont souvent violentes, et il est courant que les forces armées soient déployées contre les civils pour protéger les intérêts et les intérêts du secteur privé et leurs propres profits.

En raison du manque de transparence du gouvernement, l'information que la LICADHO a rassemblée pour son « fichier sur les concessions foncières » reste incomplète. Néanmoins, ce fichier montre déjà le nombre important de concessions octroyées pour des plantations d'hévéas, de canne à sucre et de manioc, et pour des plantations pour la production d'huile de palme ou de pâte et de papier. Il existe bien d'autres zones données en concession dont on ignore l'étendue, l'affectation et le propriétaire (4).

Confronté aux paysans et aux peuples indigènes qui sont forcés de réagir pour défendre leurs territoires, le gouvernement cambodgien continue de nier la gravité de la situation. Une déclaration préalable de la LICADHO, faite en avril 2014, prévenait déjà sur la vague croissante de conflits fonciers. À l'époque, le directeur de la LICADHO, Naly Pilorge, avait dit : « chaque chiffre représente une vie potentiellement ruinée, une personne se retrouve confrontée à de graves difficultés de longue durée. Sans terre, ces personnes n'ont plus les moyens de satisfaire aux besoins élémentaires pour vivre décemment » (5). En réponse à cette déclaration, le gouvernement a organisé une conférence de presse pour déclarer publiquement que les conclusions de la LICADHO étaient « irréelles ». Moins de quatre mois plus tard, un Cambodgien de 19 ans a été abattu par des soldats qui ont tiré sur un groupe de paysans impliqués dans un litige foncier avec l'unité militaire de la province de Preah Vihear.

D'après l'organisation des droits de l'homme, cette nouvelle vague de conflits vient après la directive gouvernementale de mai 2012, qui a suspendu l'octroi de nouvelles concessions économiques et ordonné un examen systématique des concessions existantes. À cette directive a fait suite, fin 2012 et début 2013, un programme de régularisation des titres de grandes étendues de terres, dont les terres communales. Néanmoins, une lacune juridique permettait d'octroyer les concessions dont les démarches étaient déjà « en cours de réalisation » quand la directive avait été publiée. Au cours des sept mois postérieurs à l'annonce du moratoire, 208 805 hectares ont été cédés à des concessionnaires (6). Le programme de régularisation des titres semble avoir été un échec complet. Selon la LICADHO, « une zone du pays où le gouvernement affirme avoir redistribué les terres d'une concession et donné des titres de propriété aux villageois est celle de la province de Preah Vihear où les Kuoy continuent de se battre pour sauver leurs forêts » (7).

Le gouvernement doit communiquer au public toutes ses opérations foncières. Or, à ce jour, le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche (MAFF) n'a publié qu'une liste d'entreprises très simplifiée et incomplète ; le ministère de l'Environnement (MOE) a fait encore moins, se limitant à publier le nombre d'entreprises concernées et la superficie totale des concessions. Aucun des deux ministères n'a révélé l'emplacement exact des plus de 2,1 millions d'hectares de terres cambodgiennes que couvrent à l'heure actuelle les concessions foncières.

Le système REDD au Cambodge

Le projet dénommé *Oddar Meanchey Community Forestry REDD Project*, mis en place en 2008, est dirigé par la filiale cambodgienne de l'ONG états-unienne PACT, et par l'Administration cambodgienne des forêts. PACT Cambodge y a fait participer Terra Global Capital, une société états-unienne qui commerce en carbone, mais aucun crédit n'a été déboursé pour l'instant. Le projet déclare que son but est de protéger 13 forêts communautaires gérées par 18 villages. Les dimensions de ces forêts communautaires

En novembre 2011, une agence du gouvernement des USA, l'OPIIC (*Overseas Private Investment Corporation*), a accordé à Terra Global Capital, investisseur privé du projet, une assurance de 900 000 USD contre le risque politique. Cette assurance protège les investisseurs contre des éventualités diverses, comme la guerre, la guerre civile, les coups d'État, le terrorisme et d'autres actions violentes d'origine politique, et contre les interférences du gouvernement hôte, comme par exemple l'expropriation. Le soutien de l'OPIIC est la première assurance contre le risque politique qu'on ait accordée au monde pour un projet REDD (8).

Bien que le ministère de l'Agriculture, des Forêt et de la Pêche soit chargé d'établir les forêts communautaires, les militaires cambodgiens sont en train de défricher des forêts sur la frontière de la Thaïlande, et même les forêts communautaires du projet REDD, depuis des années. En 2012, les militaires ont dit au directeur du réseau de forêts communautaires, Sar Thlai, qu'ils allaient prendre 2 500 hectares dans deux de ces forêts. Sar Thlai a dit au *Cambodia Daily* que, ces dernières années, les militaires ont installé des bases dans au moins 6 des 13 forêts communautaires (9). En outre, en avril 2013 deux soldats armés ont arrêté deux gardes forestiers communautaires et les ont obligés à leur donner deux tronçonneuses et 100 planches de bois de luxe qu'ils avaient confisqués à des bûcherons clandestins. Les soldats ont dit que le défrichage était fait pour construire un nouveau bâtiment pour leur garnison (10).

Le déboisement continue à l'intérieur et autour des forêts communautaires de la province d'Oddar Meanchey, et le projet REDD ne fait rien pour l'arrêter.

Les grandes concessions se sont caractérisées par la destruction des moyens de subsistance et des forêts. Le leader cambodgien des campagnes contre la coupe illégale et l'appropriation de terres, Chut Wutty, a été abattu par la police militaire en 2012, lorsqu'il guidait deux journalistes du *Cambodia Daily* qui enquêtaient sur l'exploitation forestière illégale dans les montagnes Cardamom de la province de Koh Kong (12). « Les Cambodgiens ont le droit et le besoin de savoir qui occupe les zones voisines de leurs foyers », a dit le directeur de la LICADHO, Naly Pilorge. Il faut prendre des mesures urgentes pour soutenir les communautés qui luttent pour éviter ce pillage permanent.

(1) <http://www.licadho-cambodia.org/pressrelease.php?perm=374>

(2) http://www.licadho-cambodia.org/land_concessions/

(3) <http://www.licadho-cambodia.org/press/files/LICADHO-ConflictsData2014-English.pdf>

(4) Ibid. (1)

(5) <http://www.licadho-cambodia.org/pressrelease.php?perm=342>

(6) <https://www.globalwitness.org/campaigns/land-deals/rubberbarons/>

(7) Ibid. (5)

(8) <http://climatemarkets.org/topics/public-sector-ifis-and-leveraging-private-finance/fact-sheet-about-the-module-topic#sdendnote3anc>

(9) <http://www.redd-monitor.org/2014/06/13/military-clearing-of-community-forests-in-oddar-meanchey-cambodia-photos/>

(10) <http://www.redd-monitor.org/2013/06/21/oddar-meanchey-redd-project-runs-into-problems-selling-carbon-credits-as-the-cambodian-government-misses-deal-signing-deadline/>

(11) <https://www.cambodiadaily.com/archives/military-continues-to-cut-down-forest-and-carbon-credits-50964/>

(12) <http://www.redd-monitor.org/2012/04/27/environmental-activist-chut-wutty-shot-dead-in-cambodia/>





Brésil: la commercialisation du premier eucalyptus transgénique est approuvée

Il fallait s'y attendre : malgré la forte opposition nationale et internationale, le 9 avril la Commission technique de biosécurité du Brésil (CTNBio) a autorisé la commercialisation d'une variété transgénique d'eucalyptus. La demande avait été présentée par l'entreprise FuturaGene, filiale de la société géante Suzano Papel e Celulose. Grâce à cette décision de la CTNBio, le Brésil devient le premier pays du monde à approuver une variété d'eucalyptus transgénique, tout en déclenchant une sonnerie d'alerte dans le pays et dans la région latino-américaine.

L'approbation de l'eucalyptus transgénique était prévue pour le 5 mars mais, grâce à l'action de milliers de femmes et de paysans, la réunion a été reportée. Des femmes de divers mouvements sociaux brésiliens ont occupé la pépinière située dans l'État de São Paulo où se trouvaient les plants transgéniques et ont dénoncé le pouvoir destructeur et néfaste des transgéniques pour la biodiversité et les communautés paysannes, un peu plus tard, à Brasília, des paysannes et des paysans sont entrés dans le local où avait lieu la réunion de la CTNBio et, avec des chants et des pancartes, ont rejeté l'approbation de plusieurs éléments transgéniques. Ces actions faisaient partie des Journées de lutte des femmes paysannes, dont le but était de dénoncer la violence que l'agro-industrie exerce sur la vie des femmes et de l'ensemble des paysans.

La variété transgénique finalement approuvée, dénommée H421, fut créée pour accroître de 20 % la productivité des plantations forestières. Dans un communiqué publié le jour de l'approbation, l'entreprise a affirmé que « l'augmentation de la productivité due à l'utilisation d'eucalyptus GM apportera des bénéfices économiques, écologiques et sociaux... Parmi les principaux bénéfices écologiques dérivés de l'utilisation de moins de terre pour produire davantage de fibre figurent la diminution des émissions de carbone grâce à la réduction de la distance entre les forêts et les usines papetières, la diminution de l'utilisation de produits chimiques et une plus grande disponibilité de terres à affecter à d'autres fins, comme la conservation et la production d'aliments ». Stanley Hirsch, directeur exécutif de FuturaGene, a dit : « La production de davantage de bois sans augmenter la consommation de ressources naturelles est un défi permanent pour tous les acteurs de l'industrie. Nous sommes très fiers d'avoir mis au point une technologie innovante, capable d'améliorer la compétitivité de l'industrie forestière tout en avantageant l'ensemble de la société » (1).

Cependant, les bénéfices annoncés par FuturaGene sont prévus en pensant aux poches de sa société mère, Suzano Papel e Celulose, le géant brésilien propriétaire de presque 900 000 hectares tout au long du Brésil (voir davantage [d'information sur Suzano](#) dans le site web du WRM).

L'utilisation de moins de terre pour produire davantage de fibre est un argument sans fondement, au vu de la trajectoire historique de l'industrie forestière. L'industrie forestière a toujours cherché à stimuler la

consommation de papier et, à mesure qu'elle augmente, elle contribue dans les pays du Nord à consommer un volume de papier excessif et injustifié (voir la [vidéo du WRM sur la consommation de papier](#)). En plus, à mesure que l'industrie augmente la productivité de ses plantations forestières, elle augmente aussi la superficie des terres envahies par ses plantations. Au Brésil, dans les années 1980, la production des plantations était de 27 m³ par hectare et par an, et la superficie occupée était d'environ 4 millions d'hectares. Aujourd'hui, la production tourne autour des 44 m³, et les plantations occupent près de 7,2 millions d'hectares. On estime que, si les entreprises obtiennent des États les incitations nécessaires, la superficie plantée atteindra 14 millions d'hectares en 2020 (2). Cette situation montre aussi que la production forestière permanente fait augmenter les émissions de carbone, du fait que de grandes étendues de forêt sont transformées en plantations industrielles.

Rien ne semble indiquer que l'industrie forestière ait l'intention d'occuper moins de terre pour faire de la place à la production d'aliments. En revanche, l'expansion prévue multipliera les conflits, déjà très nombreux au Brésil, pour la terre et la souveraineté alimentaire.

Il ne semble pas vrai non plus que l'on puisse augmenter la productivité des plantations sans augmenter les effets négatifs que la monoculture d'arbres a déjà sur la biodiversité, les sols, l'eau, etc. Des organisations brésiliennes et internationales ont dénoncé que les eucalyptus transgéniques vont consommer beaucoup plus d'eau que ceux d'aujourd'hui. Il est prévu que ce nouvel arbre atteigne la hauteur nécessaire pour être coupé en 4 ans, au lieu des 7 ans actuels. C'est pendant ses premières années de vie qu'un arbre consomme le plus d'eau pour croître ; les modifications apportées à l'eucalyptus transgénique intensifieront cette caractéristique, avec des répercussions terribles pour les bassins hydrographiques et les communautés voisines des plantations ; ces dernières subiront les conséquences encore plus graves de la perte de l'eau, de la pollution de l'eau et du sol due à l'utilisation de produits agricoles toxiques, et des répercussions de tout cela sur leur souveraineté alimentaire (voir davantage d'information dans le [Bulletin du WRM de mars 2015](#)).

Une autre plainte présentée à la CTNBio par les mouvements paysans et sociaux du Brésil concerne les effets socio-économiques qu'aura l'eucalyptus transgénique en raison de sa participation à la production de miel. Le Brésil est le deuxième producteur mondial de miel biologique, et l'on estime que près de 350 000 familles dépendent de cette activité (3). L'eucalyptus est la source principale de pollen pour les abeilles. Le pollen de la nouvelle variété transgénique pourra être détecté dans le miel, et cela fermera au miel brésilien les portes de plusieurs marchés internationaux où il se vend à l'heure actuelle. À part cela, les effets du pollen transgénique sur la santé ne sont pas connus.

Comme le dénonce la Campagne mondiale contre les produits chimiques toxiques, le Brésil a décidé, une fois de plus, de prendre le contre-pied de ce que fait le reste du monde. Tandis que de nombreux pays sont en train de discuter de mesures pour réduire le nombre des transgéniques et l'utilisation de produits toxiques, le Brésil a approuvé une variété d'eucalyptus transgénique en passant outre au principe de précaution de la Convention sur la diversité biologique et en fermant les yeux sur le manque d'information quant aux risques écologiques et sociaux que cet arbre transgénique comportera pour la population en général.

Néanmoins, face à un panorama aussi désolant, les mouvements sociaux et les organisations brésiliennes et internationales ont livré un combat exemplaire. Les actions courageuses entreprises par les mouvements sociaux du Brésil, jointes aux milliers de lettres que des personnes et des organisations ont envoyées à la CTNBio pour s'opposer à l'approbation, ont fait sonner un signal d'alarme au Brésil et dans le monde, qui a alerté les organisations et les mouvements sur cette nouvelle menace. Des entreprises forestières de la taille de Fibria, Suzano, Stora Enso ou International Paper, qui ont occupé de vastes étendues de terres avec des plantations d'arbres, font des expériences avec des arbres transgéniques dans le monde entier (4). Nous devons être sur le qui-vive et ne pas permettre que d'autres pays marchent sur les pas du Brésil.

- (1) <http://www.futuragene.com/FuturaGene-eucalyptus-approved-for-commercial-use.pdf>
- (2) <http://wrm.org.uy/es/todas-las-campanas/carta-abierta-a-la-comision-tecnica-nacional-sobre-bioseguridad-de-brasil/>.
- (3) <http://www.mst.org.br/2014/12/09/a-quem-interessa-o-brasil-ser-o-primeiro-pais-a-liberar-eucalpto-transgenico.html>.
- (4) <http://wrm.org.uy/es/libros-e-informes/ge-tree-research-a-country-by-country-overview/>.



FSC : La certification des marchés d'accumulation

Depuis longtemps déjà, le WRM, avec d'autres organisations et mouvements sociaux, dénonce le rôle néfaste de la certification de projets intrinsèquement destructeurs des forêts et des réseaux de vie qu'elles hébergent. En outre, ces projets se sont avérés nuisibles pour les communautés qui habitent les forêts et qui en dépendent. Le Conseil de gestion forestière (Forest Stewardship Council, FSC) non seulement légitime des activités de coupe industrielle dans les forêts tropicales et de vastes étendues de plantations industrielles, mais il s'est associé en plus au marché du carbone, en certifiant des arbres destinés à « piéger du carbone ». Et, par-dessus le marché, le FSC prétend disposer, d'ici la fin 2015, d'un plan global pour certifier les « services écosystémiques ». Sans s'attaquer aux causes réelles du déboisement, le FSC défend l'idée que la « nature » peut être comptabilisée et commercialisée, tout en encourageant une plus forte consommation de produits et de dérivés du bois, pourvu qu'ils portent son label.

La certification forestière, dont l'application est volontaire, est un système qui applique la logique du marché. Il consiste à évaluer la « gestion des forêts » grâce à une série d'indicateurs qui mesurent le degré de « durabilité » économique, environnementale et sociale d'un projet déterminé. De ce fait, les labels de certification sont considérés comme un moyen d'offrir au consommateur la « certitude » que certains articles ont été produits ou extraits en appliquant une « gestion durable des forêts ». Au début des années 1990, plusieurs systèmes de certification ont été créés au moyen d'associations « publiques-privées » (regroupant des gouvernements, des entreprises et des ONG écologistes), comme le *Forest Stewardship Council* (FSC, Conseil de gestion forestière), qui est celui qui jouit de plus de crédibilité à l'heure actuelle.

Créé en 1993, le FSC affirme qu'il possède une série de principes et de critères pour certifier que l'extraction de bois est « viable du point de vue écologique, économique et social » et, par conséquent, la consommation des produits qui en découlent est considérée comme « responsable ». Or, comment est-il possible que la coupe industrielle de bois obtienne un label qui garantit une gestion « bénéfique pour la société et appropriée pour l'environnement » ? Comment peut-on ignorer que la demande de bois

travaux de coupe et d'augmentation, excluant l'expansion des entreprises à toutes les étapes du processus de production, de l'extraction de matières premières à la fabrication, la commercialisation et la distribution ? La réalité est que la désintégration sociale et la destruction des forêts sont les conséquences habituelles de la coupe industrielle et que celle-ci viole souvent les droits territoriaux des peuples indigènes et autres communautés traditionnelles qui, par ailleurs, ont été les principaux défenseurs de leurs forêts et leurs territoires depuis des générations (voir le [Bulletin d'octobre 2014 du WRM](#)). En plus, le FSC définit les plantations industrielles d'arbres comme des « zones boisées », ce qui lui a permis de faire approuver en 1996 la possibilité de les certifier. Malgré les innombrables critiques et la forte opposition rencontrée dans les territoires concernés, des millions d'hectares de plantations d'arbres sont considérés par le FSC comme des « forêts certifiées ». Dans la pratique, le FSC approuve et certifie cet accaparement de terres qui a lieu dans le monde entier, au profit d'une poignée d'entreprises forestières (voir davantage d'information sur le [FSC](#) dans le site web du WRM).

Le FSC a décidé aussi de s'associer au marché du carbone, en certifiant des forêts et des plantations destinées à « absorber du carbone ». En prenant cette décision, le FSC non seulement légitime une fausse solution du réchauffement planétaire mais, une fois de plus, s'allie aux grandes industries forestières, au détriment des populations locales (voir la publication du WRM, « [REDD : un répertoire de conflits, de contradictions et de mensonges](#) »).

L'amplification du marché intensifie le dépouillement

Le FSC a pour but de fournir au marché mondial autant de bois certifié que possible. Bien que ce but semble louable à première vue, la seule manière de l'atteindre est de certifier le plus possible d'opérations à grande échelle. L'objectif véritable n'est donc pas de freiner la consommation excessive de bois et de dérivés du bois – alimentée par les grandes entreprises qui tirent profit de la forte demande de papiers et de produits de bois, surtout dans les pays industrialisés du Nord – ni de mettre en question l'augmentation permanente de l'abattage de forêts et de la création de plantations industrielles. Au contraire : le but du FSC est d'accroître la vente de son label « vert ». Alors, qui est-ce qui gagne ?

Derrière ce label et les belles campagnes de marketing, se trouvent les innombrables communautés qui subissent directement les graves conséquences de cette demande insatiable. Les plantations industrielles qui s'étendent partout en Afrique, en Asie et en Amérique latine sont en train de dévaster des territoires boisés ou se concentrent des communautés, de la biodiversité, des sources d'eau et des réseaux de vie complexes, et elles laissent dans leur sillage le dépouillement, la pauvreté, la destruction et la répression sociale (voir des [cas de résistance contre les plantations industrielles](#) dans le site web du WRM). Et en plus, parmi ces communautés qui ont été déplacées pour installer des plantations industrielles dans leurs territoires, que les produits agricoles toxiques ont rendu malades, qui ont été appauvries par la perte de leurs moyens d'existence ou criminalisées pour avoir essayé d'empêcher ces plantations, combien ont été ignorées au moment de certifier les géants de l'industrie forestière mondiale ?

Le WRM, ainsi que de nombreux réseaux locaux et internationaux, a toujours critiqué le concept trompeur de « forêts plantées », à cause des effets néfastes pour l'environnement et la société que cette définition comporte (1). Par contre, le FSC renforce cette idée en qualifiant de « durables » les grandes plantations industrielles d'arbres. Entre les entreprises forestières que l'on est en train de certifier, et les agences chargées des inspections (payées par les mêmes entreprises qui veulent être certifiées), il existe un réseau d'intérêts qui cherche à maintenir et à agrandir le régime de consommation excessive de produits de bois. Ces derniers temps, on a commencé à certifier même des plantations destinées à la production éventuelle d'éthanol et/ou de *pellets* de bois pour faire tourner des centrales thermiques (2).

Amplifier les marchés par la certification : les « services des écosystèmes »

Un projet dénommé « Certification forestière pour les services écosystémiques » (ForCES d'après l'anglais) vise à faire en sorte que le FSC devienne le leader mondial en matière de certification des

services des écosystèmes. Le projet consiste à mettre en œuvre dix projets pilotes pour « étudier et certifier les initiatives qui rendent des services écosystémiques fondamentaux, tels que la préservation de la biodiversité, la protection des bassins hydrographiques et le stockage de carbone » (3).

Le commerce des « services écosystémiques » transforme la nature en unités quantifiables qui puissent se traduire par des biens échangeables, dénommés « certificats », « titres » ou « actifs ». Il part de l'idée que la nature et ses « services écosystémiques » peuvent être détruits, pourvu que cette destruction soit « compensée » par la « préservation », la « récupération » ou « l'amélioration » effectuée ailleurs. Le commerce des « services écosystémiques » implique une appréciation des forêts radicalement différente de celle que les peuples forestiers ont toujours appliquée (voir le [Bulletin du WRM de février 2012](#)).

Selon le site web de ForCES, le FSC est « bien placé pour élargir son approche basée sur le marché et promouvoir les services écosystémiques ». Dans ce contexte, le FSC prévoit d'avoir, d'ici 2015, « un système mondial renforcé pour les gestionnaires forestiers qui visent à rendre des services écosystémiques clés à destination d'un marché existant ou d'un futur marché potentiel », ainsi que « des sites pour illustrer le succès de la certification forestière pour les services des écosystèmes ». Les dix projets pilotes se situent au Chili (3 projets sur un total de 320 000 hectares), en Indonésie (3 projets sur un total de 290 000 hectares), au Népal (2 projets sur un total de 57 000 hectares) et au Vietnam (2 projets sur 37 000 hectares).

Le site web de ForCES dit que les projets au Chili cherchent à accroître la certification FSC « au niveau du paysage », en contribuant à promouvoir la « gestion forestière durable » dans des « forêts naturelles et plantées » (4). Dans un contexte de forte opposition aux vastes étendues de plantations industrielles, le FSC a octroyé son label à des entreprises qui se heurtent à de graves conflits sociaux dus aux litiges d'ordre foncier et aux expulsions. Un des projets pilotes au Chili, Bosques Cautín, a pour partenaire l'entreprise Forestal Mininco, dénoncée en 2011 parce qu'une bonne partie de ses hectares certifiés se trouvent dans des territoires des Mapuche (voir l'article du [Bulletin du WRM de janvier 2015](#)).

Dans le cas de l'Indonésie, ce pays est présenté par ForCES comme le plus grand producteur de bois du Sud-Est de l'Asie, tout en affirmant que le déboisement a « brusquement » diminué au cours des sept dernières années. Comment le déboisement a-t-il pu chuter dans un pays qui, en plus des vastes superficies affectées aux plantations industrielles d'arbres, possède les plus grandes étendues du monde de plantations industrielles de palmiers à huile, en expansion permanente et toujours au détriment des forêts ? On ne peut arriver à une conclusion pareille qu'en considérant qu'une plantation est la même chose qu'une forêt. Cependant, le site web de ForCES dit que si le déboisement reste un problème en Indonésie, cela est dû au fait que la valeur économique des « services écosystémiques » n'est pas comptabilisée (5). Une fois de plus, le FSC insiste sur l'idée que la nature doit être mercantilisée.

Au Népal, les activités planifiées incluent « d'orienter les politiciens et les agents intéressés, au moment de formuler les règles, les lois, les réglementations et les politiques [pour la certification des services écosystémiques] » (6). Et au Vietnam, ForCES prévoit de participer aux programmes nationaux sur la « gestion des ressources naturelles » et la « sylviculture durable » (7).

Tous ces plans et ces projets pilotes montrent clairement que le FSC vise à soutenir la légitimation de l'expansion des marchés d'accumulation, non seulement avec les grandes entreprises forestières et leurs activités mais, en plus, en poussant maintenant à créer des projets et des lois pour les dénommés « services écosystémiques ». Comme dit Zenzi Suhadi, de l'ONG indonésienne Walhi, « Les décisions concernant les forêts d'Indonésie continuent d'être prises par des institutions puissantes. Le gouvernement ne mentionne pas du tout les questions de propriété des territoires ou les causes du déboisement, comme le système de production et de consommation. Ces questions sont délibérément exclues des débats, afin de contourner l'immense responsabilité qu'ont les États et les entreprises dans les crimes commis ». (8)

Il est temps d'écouter et de respecter les peuples qui vivent dans les forêts et qui en dépendent, ces peuples qui ont défendu leurs territoires depuis des générations. Pour ce faire, il faudrait commencer par transformer radicalement le système de production de bois et d'énergie qui est alimenté par le désir des entreprises de générer de plus en plus de bénéfices. Certifier ce désir équivaut à certifier la dévastation environnementale et sociale permanente.

(1) Voir quelques documents du WRM sur : <http://wrm.org.uy/es/?s=FSC>; "FSC: Certificación insustentable de plantaciones forestales, WRM, septembre 2001, <http://wrm.org.uy/oldsite/actores/FSC/libro.html>; voir aussi FSC-Watch: <http://fsc-watch.com>.

(2) <http://www.isealalliance.org/online-community/news/forest-plantation-first-to-receive-rsb-and-fsc-certification>.

(3) <http://forces.fsc.org/index.htm>.

(4) <http://forces.fsc.org/chile.11.htm>.

(5) <http://forces.fsc.org/indonesia.26.htm>.

(6) <http://forces.fsc.org/nepal.27.htm>.

(7) <http://forces.fsc.org/vietnam.28.htm>.

(8) <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/indonesie-les-forets-sont-plus-que-de-la-terre/>.

LES GENS SE METTENT A L'OEUVRE



Assez des incendies provoqués par les grandes entreprises ! Les incendies de forêt et leurs causes

Les incendies de forêt ont été très violents cette année dans le sud du Chili, où ils ont touché des milliers d'hectares dans trois zones protégées de l'Araucania. Le 14 avril, une marche a été organisée pour dénoncer l'origine du problème : l'expansion de l'industrie forestière. La forte concentration de propriétés foncières et l'emploi intensif de produits agricoles toxiques, ainsi que les conditions de travail précaires de la plupart des travailleurs de cette industrie, contribuent à répandre la pauvreté et la misère sur les territoires où la monoculture d'arbres a empêché l'existence d'autres moyens de survie. La marche a dénoncé qu'il ne suffit pas d'éteindre les incendies. Le problème fondamental est l'expansion des plantations industrielles d'arbres au Chili. Pour davantage d'information (en espagnol), voir :

- www.facebook.com/events/680477575427907/;

- <http://resumen.cl/2015/04/fotos-marcha-en-concepcion-contra-la-industria-forestal/>;

- www.facebook.com/bosquessin.forestales/timeline.



Wilmar International : des vies détruites par l'appât du gain

L'émission *Growing Voices* de *Radio Mundo Real* porte sur les effets négatifs de Wilmar International, un des plus grands fabricants d'huile de palme du monde, et l'un des plus fortement critiqués. L'émission examine de près le cas de Kalangala, Ouganda, où plus d'une centaine de petits agriculteurs ougandais ont été expulsés et leurs terres confisquées par Oil Palm Uganda Limited, filiale de la Bidco Uganda Ltd, dont Wilmar International est copropriétaire. Les agriculteurs ont intenté un procès en mars 2015 ; ils réclament une indemnisation pour les terres perdues et les dommages subis. Vous pouvez écouter l'émission en anglais sur :

<http://radiomundoreal.fm/8171-growing-voices?lang=en>



La résistance africaine aux appropriations foncières pratiquées par Bolloré et Socfin

Des agriculteurs privés de leurs terres ont organisé une série d'occupations des plantations de Socfin au Cameroun, au Liberia, au Cambodge et en Côte d'Ivoire ; ces occupations sont échelonnées entre la fin avril, l'assemblée annuelle 2015 des actionnaires du groupe Socfin (le 27 mai) et celle du groupe Bolloré (le 4 juin). Le groupe Bolloré est le principal actionnaire de Socfin (39 %) ; il possède des plantations industrielles de palmiers à huile et d'hévéas dans les pays où ont lieu les manifestations et ailleurs. Depuis 2008, l'expansion de ces plantations s'est accélérée. L'article complet est disponible sur :

<http://farmlandgrab.org/post/view/24811>.



Honduras : Berta Cáceres, lauréate du Prix Goldman 2015

Dans ce pays où sévissent les inégalités socio-économiques et les violations des droits de l'homme, Berta Cáceres a joué un rôle primordial dans la lutte des peuples indigènes lenca du Honduras contre la construction d'un grand

barrage qui coulerait le Rio Blanco. Elle a entrepris une campagne populaire avec les communautés locales, et dirigé une manifestation pacifique où les gens ont revendiqué leur droit de donner leur avis sur le projet. Contre toute attente, les efforts de Cáceres et des communautés lenca ont réussi à éviter que les constructeurs parviennent au site proposé pour le barrage. Malgré les risques et les menaces de mort permanentes, Cáceres maintient une présence publique pour pouvoir poursuivre son travail. Elle espère que la victoire remportée dans la lutte pour le Rio Blanco encouragera les activistes qui luttent contre le développement irresponsable, au Honduras et dans toute l'Amérique latine. Voir:

www.youtube.com/watch?v=zh9Sn9oJR94

et www.goldmanprize.org/recipient/berta-caceres/

RECOMMANDATIONS



La vie est ce qui compte. Les abus des entreprises de plantation à l'égard des populations locales

L'article d'opinion d'Abetnego Tarigan, membre de l'ONG indonésienne Walhi, et d'Iwan Nurdin, du Consortium pour la réforme agraire, publié par le Jakarta Post, montre que l'attention internationale se centre sur les répercussions environnementales des entreprises de plantation, plutôt que sur leurs violations des droits de l'homme. Les auteurs expliquent que la torture et le meurtre récent d'Indra Pelani découlent d'un système industriel de plantation bien établi, qui s'est emparé de parcelles entières sans le consentement de la population. Les entreprises ont confié la protection de leurs plantations, et des gardes armés agissent constamment avec violence et en toute impunité. D'après les auteurs, « Les organisations écologistes et leurs sympathisants se soucient davantage de protéger la biodiversité et les stocks de carbone que de défendre la vie, les droits fonciers, les moyens d'existence ou la survie culturelle ». L'article complet est disponible sur :

<http://www.thejakartapost.com/news/2015/03/28/lives-matter-most-around-plantations.html#sthash.HtrrN3Bi.dpuf>



Un nouveau numéro du magazine indien Mousam : un espace public pour parler du climat

Le collectif India Climate Justice vient de publier le troisième numéro du magazine Mousam, dont le but est de faciliter le débat constructif et créatif sur les questions relatives au climat. La publication vise à mettre ces questions en rapport avec les luttes locales sur les ressources naturelles, l'extraction de combustibles fossiles, les terres, les moyens d'existence et la souveraineté alimentaire. Le magazine montre que la législation et les réglementations environnementales ont été démantelées par le gouvernement actuel, que les communautés luttent déjà contre la réalité d'un monde au climat modifié, que la stratégie REDD+ appliquée en Inde dépend absolument de l'argent des marchés du carbone et que ceux qui dépendent des forêts vont très peu profiter de cet argent ; il explique les répercussions sur l'Inde des pourparlers sur le climat et examine d'autres questions encore. Le magazine est disponible à l'adresse : <http://www.thecornerhouse.org.uk/sites/thecornerhouse.org.uk/files/MausamICJ3Jan-March2015.pdf>



Le Forum international sur l'agro-écologie parvient à une vision commune

Plus de 200 personnes ont participé au Forum organisé à Nyéléni, Mali, du 23 au 27 février, afin de mettre en place des stratégies communes pour promouvoir l'agro-écologie et éviter qu'elle soit récupérée par les grandes entreprises. La déclaration du Forum affirme que « L'agroécologie est politique ; elle nous demande de remettre en cause et de transformer les structures de pouvoir de nos sociétés. Nous devons placer le contrôle des semences, de la biodiversité, des terres et territoires, de l'eau, des savoirs, de la culture, des biens communs et des espaces communautaires entre les mains de celles et ceux qui nourrissent le monde », et elle demande une transformation immédiate, basée sur la production réellement agro-écologique d'aliments par les paysans, les pêcheurs, les

agriculteurs urbains, etc. Le texte intégral de la déclaration est disponible sur :
<http://viacampesina.org/fr/index.php/les-grands-ths-mainmenu-27/agriculture-paysanne-durable-mainmenu-42/1048-declaration-du-forum-international-sur-l-agroecologie>

[Facebook del WRM](#)[Twitter del WRM](#)[Website del WRM](#)

Inscrivez-vous au Bulletin mensuel du WRM

Bulletin mensuel du Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Editor en jefe: Winfridus Overbeek

Redactora responsable: Joanna Cabello

Apoyo editorial: Elizabeth Díaz, Jutta Kill, Flavio Pazos, Teresa Perez

Secrétariat International du WRM

Maldonado 1858 - 11200 Montevideo - Uruguay

Tel/fax: [+598 2413 2989](tel:+59824132989)

wrm@wrm.org.uy - <http://wrm.org.uy>